

## La voix de l'Opposition de gauche

2013. Gageons que Hollande et son gouvernement feront preuve de "discipline".

**23.12.12**

A la suite des déclarations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, la réaction annonce la couleur par la voie de son porte-parole qui donne le "la" aux médias, l'agence de presse américaine Reuters.

- 2013 s'annonce comme une année test pour François Hollande et son gouvernement, qui devront prouver leur détermination à réformer le modèle économique français tout en menant un redressement historique des finances publiques dans un environnement de faible croissance et de hausse du chômage.

("Modèle économique" qui doit être la copie conforme du modèle anglo-saxon ultra libéral ou réactionnaire adopté également par l'Allemagne. - ndlr)

Depuis leur retour au pouvoir mi-2012, les socialistes ont voulu démontrer leur sérieux budgétaire au prix d'une forte hausse des prélèvements obligatoires, ce qui a contribué à épargner à la France une attaque sur les marchés financiers.

(Ne pas confondre, les marchés financiers se félicitent que le gouvernement ait procédé à une "forte hausse des prélèvements obligatoires" sur la classe moyenne essentiellement et la classe ouvrière (TVA, taxes diverses, etc), tout en préservant les nantis et les banquiers. -ndlr)

Les attentes se concentrent désormais sur les réformes "structurelles", comme l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et la rationalisation en profondeur des dépenses de l'Etat, des collectivités et du système de protection sociale.

(Il s'agit maintenant de s'attaquer à la hache à ce qui reste de nos acquis sociaux, à la Sécu, à nos retraites, aux pans de la réglementation du travail encore favorables aux travailleurs. -ndlr)

L'objectif est de redresser la compétitivité en berne de l'économie française, au moment où nombre de pays voisins se réforment sous la pression des marchés.

(Il s'agit de dégager plus de profit, d'accroître l'exploitation de façon à pouvoir transférer toujours plus de plus-value de l'économie productive ou réelle vers l'économie financière ou spéculative. - ndlr)

"La compétitivité est la clé de voûte, elle concentre toutes les questions, la crédibilité budgétaire est presque passée au deuxième plan", explique une source proche de l'Elysée.

(On aura compris que c'est l'oligarchie financière qui dicte ses conditions à l'Elysée qui les accepte à défaut de les combattre, s'en fait ouvertement le complice. Ainsi pas besoin d'un Monti ou Draghi au château, un Hollande suffira... pour le moment et s'il se montre suffisamment coopératif, sinon... Vous connaissez la suite. -ndlr)

Le gouvernement ne peut toutefois se permettre de dévier du cap du redressement budgétaire, avec comme horizon le retour à l'équilibre des finances publiques à la fin du quinquennat.

(Ce qu'ils se passent bien de dire, c'est que pendant ce temps-là la dette de l'Etat ne va pas cesser de croître, donc le transfert d'une part grandissante des recettes de l'Etat vers les marchés va continuer de plus belle, forçant le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité et à procéder à de nouvelles coupes budgétaires et ainsi de suite, exactement comme aux Etats-Unis jusqu'au jour où il ne restera plus rien ou le stricte minimum des budgets sociaux de l'Etat réduits à une peau de chagrin. C'est le modèle économique néoconservateur de Milton Friedman appliqué à tous les Etats de l'UE. -ndlr)

En attendant, l'OCDE, le FMI et la plupart des économistes jugent qu'il ne parviendra pas à ramener le déficit à 3% du PIB fin 2013, soit 1,5 point de moins qu'un an plus tôt, car l'objectif repose sur une hypothèse de croissance du PIB, 0,8%, qu'ils jugent trop optimiste.

Mais ils ajoutent qu'un dérapage limité ne sera pas sanctionné par les marchés si le gouvernement ne montre aucun signe de relâchement de sa discipline.

(Au passage ils saluent les mesures antisociales déjà adoptées par le gouvernement en espérant qu'il continuera sur sa lancée. -ndlr)

*"Les marchés jugeront sur pièces en fonction des résultats"*, estime Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de la banque britannique Barclays. Pour lui, le premier obstacle important sera la réforme du marché du travail, un point mentionné de longue date par les organisations comme le FMI ou l'OCDE mais qui prend aujourd'hui un caractère plus pressant. Reuters 22.12